Extrait du Royaliste.org

http://www.royaliste.org

Le socialisme en France

- Univers - Bibliothèque - MAURRAS, Charles -

Date de mise en ligne : lundi 28 mai 2007

Description :

Extrait d'*Une campagne royaliste au Figaro*, in *La Dentelle du Rempart, choix de pages civiques en prose et en vers* (1886-1936), Grasset, 1937.

Royaliste.org

23 novembre 1901.

Donc, le socialisme monte partout en France. Donc, les journaux de toutes les couleurs sont remplis de l'exposé de la doctrine ou du compte rendu de ses succès électoraux ? Donc, l'on prévoit cent députés collectivistes pour la Chambre prochaine et aucun nouveau signe n'infirme le pronostic de ce scandale ? Les meneurs négo-cient d'égal à égal avec les ministres et le Par-lement et l'on dirait, en vérité, que les agitateurs sont, par la valeur ou le nombre, en état de faire la loi.

Et pourtant l'idée socialiste est contrainte de s'incliner devant la critique des faits. Les docteurs de l'Église socialiste enseignaient, voilà cinquante ans, que leur système n'était pas un programme de réformes imaginé en vue d'at-teindre certains biens désirables ou de guérir certaines plaies insupportables : non ! d'après eux, le socialisme présentait simplement une image en quelque sorte photographique de la société future, telle que la science en calculait les dimensions et les contours, telle qu'une évolution déjà fort avancée allait nécessairement la réaliser. Ils ne nous disaient pas : *Il serait bon que ceci fût*... mais bien : *Ceci sera, nous ne faisons qu'aller au devant des faits pour faciliter et simplifier leur naissance*. Ces accoucheurs de l'avenir mettaient tous les temps de leurs verbes au futur ; mais, comme ils le faisaient avec une grande assurance, ils étaient crus passionnément de quiconque avait intérêt ou plaisir à cela.

Ces théories de visionnaires étaient acceptées pour des « lois » . A les entendre, les classes pauvres de toutes les nations étaient destinées à s'unir contre les classes capitalistes du monde entier : « loi » de la lutte des classes. Ainsi encore, pendant que les riches devaient s'enrichir de plus en plus, les pauvres devaient aussi s'appauvrir symétriquement : « loi » de la paupérisation du prolétaire. Et ces deux « lois » sont démenties.

Un esprit des plus pénétrants, un de nos plus savants critiques, M. Jean Bourdeau, rappelait, l'autre jour, aux Débats que, loin de devenir de plus en plus pauvre, l'ouvrier européen voit sans cesse grandir le taux de son salaire. Et, à mon tour, j'ajouterai que, bien loin de former entre nations une vaste communauté économique dont tous les membres soient solidaires, l'ouvrier européen profite du progrès économique de sa patrie, comme il bénéficie des maux économiques des patries concurrentes : l'ouvrier du port de Gênes encaisse tout ce que rapportent à son travail le chômage et le jeûne de l'ouvrier du port de Marseille ; le mineur belge avertit le mineur français de n'avoir point à espérer qu'il chômera si l'on fait grève de notre côté de la frontière. Bien mieux, l'ouvrier ne forme même pas un prolétariat uni, compact et solidaire, dans chacune de ses patries respectives. Ce prolétariat, dont on parle beaucoup et dont on écrit davantage, n'est qu'une fiction qui se défait de temps en temps. Même en France, nous avons vu nos métallurgistes reprocher à nos mineurs leur arrogance, leur égoïsme, leur prétention au privilège. A son tour, le mineur français se plaint, non sans aigreur, de ce que, versant ses cotisations à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, « il apporte à la masse beaucoup plus que la masse ne lui rendra ».

O solidarité des masses prolétariennes, voilà de tes coups !

Et je ne parle pas de l'ouvrier des champs. D'un bout à l'autre de l'Europe, cet ouvrier agricole a souvent compris que, s'il a quelques intérêts communs avec le prolétaire des villes, il a des intérêts communs plus nombreux, plus étroits, plus profonds avec son propriétaire et son employeur. Par la façon dont les Syndicats agricoles et les Caisses de crédit agricole fonctionnent en pays français, allemand, autrichien, italien, il est aisé de voir où est scientifiquement, expérimentalement, la communauté d'intérêts. Elle est moins forte qu'on ne dit, entre personnes de la même classe. Elle est plus forte qu'on ne le dit entre personnes appliquées au même travail, employés et

Copyright © Royaliste.org

employeurs, ouvriers et patrons, prolétaires et propriétaires. Qu'une industrie soit croissante, tous ceux qui vivent d'elle prospèrent avec elle ; mais qu'elle languisse, tous souffrent depuis les maîtres du capital jusqu'aux plus infimes manoeuvres. L'apparence contraire existe sans doute dans la grande industrie ; mais elle n'existe que là. Ou, pour mieux dire, c'est là qu'elle apparaissait qu'elle pouvait tromper le monde. La grande industrie a été le prétexte général du socialisme. C'est sous son influence que le socialisme naissait et se développait. Et c'est pourquoi la crue du socialisme s'expliquerait en Allemagne, en Belgique, en Angleterre - pays houilliers, pays dont la grande industrie absorbe, en majeure partie, l'activité et les ressources. Là bas, comme ici, une crue du socialisme serait sans doute un mal naturel, un phénomène explicable par de simples causes économiques.

Mais, en France ! En France, pays de petite et de moyenne propriété ! En France, où, tout compté, l'on rencontre près de vingt millions de ruraux, sur trente neuf millions d'habitants ! En France, le berceau, la patrie d'élection de la classe moyenne ! En France, le pays du monde, selon une juste observation de M. Frédéric Amouretti où se présente le plus grand nombre de personnes ayant de trois à quatre mille francs de revenu ! En France, où les mineurs, ces mineurs qui retiennent toute l'attention depuis trois grands mois, ne sont pas plus de 165.000 : un peu plus de la deux cent quarantième partie de la population !

Qu'on additionne ces insignifiantes minorités fournies par les ouvriers de la grande industrie ou bien les majorités formidables que donneraient, mis bout à bout, nos ruraux, nos rentiers, nos petits et moyens propriétaires des villes, nos ouvriers et patrons des petites et des moyennes industries : la différence reste énorme dans les deux cas, entre la menue troupe exposée à la contagion du socialisme et la foule immense de ceux que le socialisme ne peut qu'épouvanter. J'ai donc bien le droit d'établir qu'en France le progrès actuel du socialisme ne saurait résulter des faits économiques, des faits naturels, des faits purs. Il résulte d'une impureté et d'un artifice. Il procède de l'intrusion d'un élément étranger dans l'ordre économique. C'est un scandale, vous disais je : c'est un scandale politique, rien de plus. Cherchez la cause politique. Vous la trouverez aisément. Vous verrez que trop de personne ont aujourd'hui un intérêt à dénaturer les rapports du travail et du capital. Vous verrez que cet intérêt est d'ordre électoral. Vous verrez qu'un régime fondé uniquement sur l'élection, sur l'élection étendue à tout, comme disait Balzac, fomente, exerce et détermine nécessairement une populace de candidats. Vous verrez que nulle réforme électorale ne peut venir à bout de cette populace.

- Quoi ! l'État, un budget énorme, une influence immense sont mis à la disposition du premier qui saura se faire distinguer aux yeux de l'électeur, et vous ne voudriez pas que tous les aigrefins, tous les bandits, tous les pillards de France et de Navarre se jetassent ensemble sur ce magnifique morceau ? Le socialisme est rejeté par la nature du sol français, du peuple français. Un seul excitant du socialisme en France : le régime électif. Patrons acculés à la ruine, honnêtes travailleurs menacés dans vos gagne pain, voulez vous en finir avec le socialisme ? Frappez le régime électif : votre mal vient de lui et ne finira qu'avec lui.

Balzac prévoyait que la France reviendrait de « l'élection appliquée à tout ». L'intérêt privé, l'intérêt public le commandent. Au scandale de ce socialisme électoral, il n'y a qu'un remède : la substitution de l'hérédité à l'élection, de la royauté à la république. Je l'ai écrit souvent, et je le récrirai, de la même manière que Caton répétait au Sénat de Rome qu'il fallait détruire Carthage. Il faut casser la République.

Sous un roi dynastique et supérieur aux partis, le capital et le travail auront sans doute leurs conflits. Ce seront des conflits naturels, proportionnés à leur importance réelle et que la politique électorale ne viendra plus dénaturer. Le roi siégeant dans ses conseils en sera le dernier arbitre, il n'en sera point le sujet. Il garantira la fortune de la France dans tous les sens de ce grand mot. Trente neuf millions de Français s'en trouveront bien ; quant aux 165.000 mineurs qui tiennent en échec notre malheureux Président et ses pauvres ministres, ils n'auront pas non plus à se plaindre du changement de Constitution. Puisque la houille est nécessaire, et qu'ils sont nécessaires pour extraire la houille, et que ayant déjà obtenu cent privilèges, ils en veulent d'autres, on mettra le dernier sceau à ces privilèges : on les fera tous gentilshommes, comme les verriers d'autrefois, et, parce que noblesse oblige, ils se remettront au travail.

Copyright © Royaliste.org